

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

ARRÊTÉ

Le Préfet des Côtes d'Armor

Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU le récépissé de déclaration du 3 juillet 1979 délivré à M. Georges BOULOUARD, demeurant à GLOMEL, au lieu-dit "Ty Lostec", en vue de l'exploitation à cette adresse d'un élevage de 9 000 volailles (qui compte à ce jour 16 000 animaux) ;
- VU la demande présentée par l'exploitant en vue de l'extension de cet élevage par création d'un nouveau poulailler d'une capacité de 20 000 volailles, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations du Conseil municipal de PAULE du 11 mai 1992 ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, de l'Equipement, émis respectivement les 12 mai 1992, 22 avril 1992, 2 avril 1992, 7 mai 1992 ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 19 juin 1992 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 31 juillet 1992 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

- A R R E T E -

ARTICLE 1er - a) Le récépissé de déclaration susvisé du 3 juillet 1979 est abrogé.

b) M. Georges BOULOUARD, demeurant à GLOMEL, au lieu-dit "Ty Lostec", est autorisé à exploiter un élevage de volailles à cette adresse (section ZP n° 39), dont les bâtiments et les stockages de déjections sont implantés à plus de 100 m du tiers le plus proche et à plus de 50 m d'un cours d'eau.

ARTICLE 2 - La capacité maximale de l'élevage classé sous la rubrique n° 58 -6° de la nomenclature sera de 36 000 volailles de plus de un jour en présence instantanée, à savoir :

- élevage existant 16 000 poulettes démarrées,
- élevage à créer 20 000 poulettes démarrées.

ARTICLE 3 - Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) observation des prescriptions ci-jointes de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 et de celles annexées à l'arrêté préfectoral du 14 mars 1990 lorsqu'elles ne sont pas contraires aux premières ;

2°) conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1°) ci-dessus ;

3°) l'exploitation de l'élevage se fera au sol sur litière ;

4°) évacuation régulière des fientes vers la zone d'épandage après chaque fin de bande ;

5°) application des prescriptions législatives et réglementaires édictées pour l'hygiène et la sécurité des travailleurs ;

6°) dératisations et désinsectisations périodiques ;

7°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

ARTICLE 4 - La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 - Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

.../...

ARTICLE 6 - L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 - Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de GLOMEL pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de M. Georges BOULOUARD.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de M. Georges BOULOUARD dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 - **"Délai et voie de recours"** (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 - Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Sous-Préfet de GUINGAMP,
Le Maire de GLOMEL,
L'Inspecteur des Installations Classées,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à M. Georges BOULOUARD pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'au maire de PAULE pour information.

SAINT-BRIEUC, le **10 NOV. 1992**

LE PREFET,

**Pour le PREFET,
Le Secrétaire Général,**

Signé : Philippe SABLAYROLLES

Pour copie certifiée conforme
L'Attaché, Chef du Bureau



Marie-Suzanne MOREAU